

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-cinquième session
Rome, 6-8 septembre 2005

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AUX

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS
RURALES ET INDIGÈNES DE LA RÉGION SEMI-ARIDE DU NORD-OUEST**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des expériences précédentes du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	11
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN MEXICO (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU MEXIQUE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK AND RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM (RIMS) (CADRE LOGIQUE ET RAPPORT SUR LE SYSTÈME DE GESTION DES RÉSULTATS ET DE L'IMPACT –SYGRI)	3
IV. PROJECT STRATEGY, ACTIONS AND RESULTS (STRATÉGIE, MÉTHODE D'ACTION ET RÉSULTATS DU PROJET)	10
V. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	12

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nouveau Peso mexicain (MXN)
1,00 USD	=	10,50 MXN
1,00 MXN	=	0,09 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

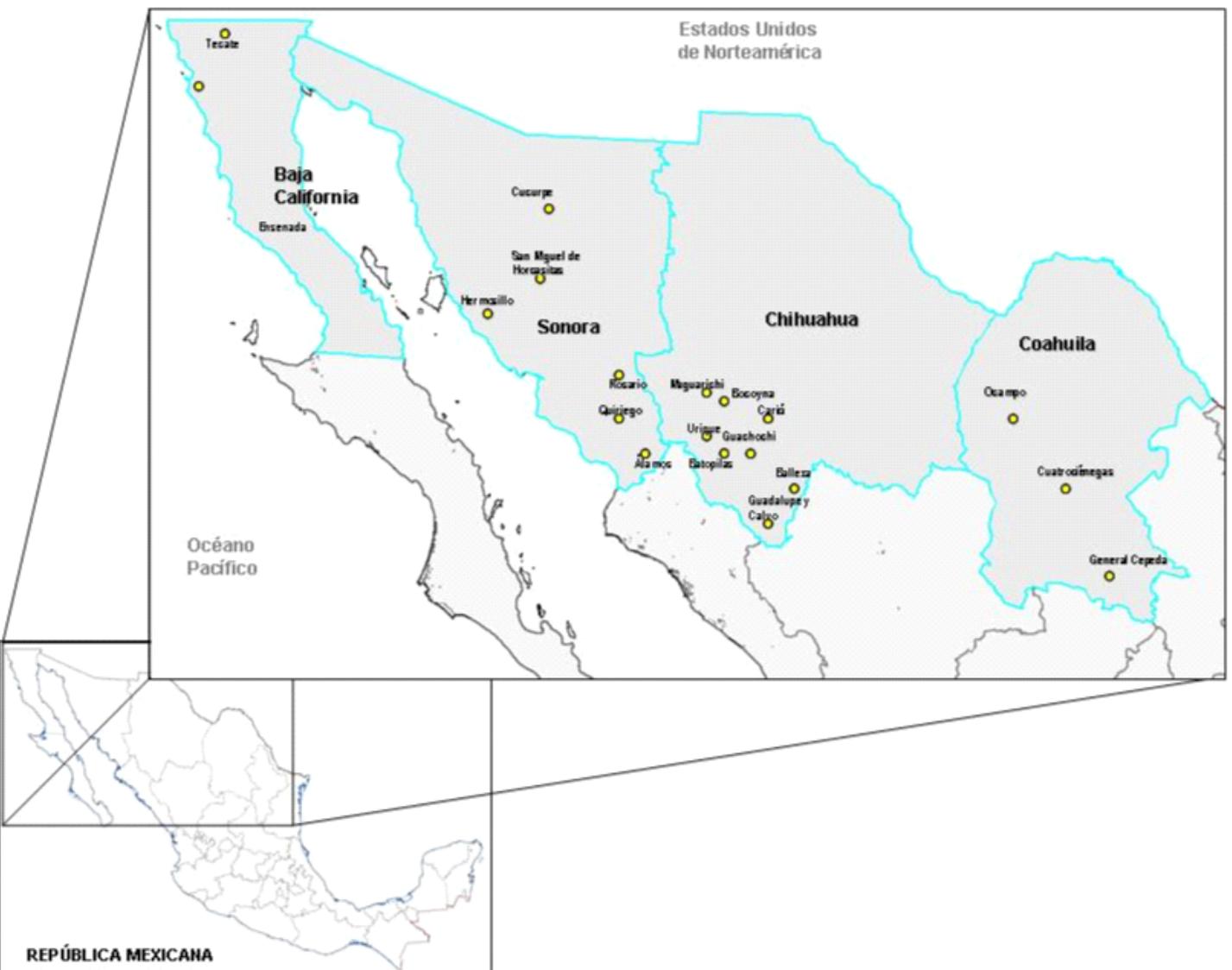
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
CONAFOR	Commission nationale des forêts
ONG	Organisation non gouvernementale

GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: Système d'information géographique, Commission nationale des forêts.
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS RURALES ET INDIGÈNES DE LA RÉGION SEMI-ARIDE DU NORD-OUEST

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	États-Unis du Mexique
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Commission nationale des forêts
COÛT TOTAL DU PROJET:	32,9 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	17,25 millions de DTS (équivalent approximativement à 25,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	7,0 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	971 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le projet vise 57 300 bénéficiaires potentiels répartis sur 19 municipalités et 57 microbassins versants de quatre États de la région semi-aride du Nord-Ouest du Mexique: Baja California, Chihuahua, Coahuila et Sonora. Les 35 500 bénéficiaires directs du projet sont des petits paysans pauvres (exploitants de terres communales et petits exploitants), des paysans sans terre et des travailleurs ruraux, des microentrepreneurs ruraux, dont des personnes issues de communautés à même de créer de petites entreprises d'écotourisme, ainsi que des femmes et des jeunes ruraux et indigènes. On a estimé qu'au moins 30% des bénéficiaires directs et indirects du projet seront issus de peuples et de communautés indigènes, à savoir les Cucapah, Guajios, Kiliwa, Kumiai, Pai Pai, Pimas, Raramuri, Seri, Tepehuano et Yaqui.

Pourquoi sont-ils pauvres? Dans le Nord-Ouest semi-aride du Mexique prévaut, localement, une forte pauvreté rurale, ce qui s'explique et est aggravé par l'environnement et par une base limitée de ressources naturelles. Les populations rurales survivent dans un contexte de vulnérabilité sociale, économique et environnementale, appliquant des techniques et des pratiques de production traditionnelles sur des terres écologiquement dégradées. Elles doivent se contenter de services sociaux limités et médiocres et sont confrontées, en particulier, à de graves pénuries en matière d'éducation, de santé et de nutrition auxquelles s'ajoute, ces dernières décennies, l'insécurité alimentaire. La pauvreté rurale est liée au manque d'accès à la terre, à l'extrême fragmentation des exploitations, à la détérioration des ressources naturelles et à l'accès limité aux ressources productives.

Qu'attendent-ils du projet? Le projet visera à améliorer la capacité productive des ressources foncières et naturelles des zones visées en réalisant des études de terrain et en introduisant, au niveau des microbassins versants, de nouvelles techniques de production et de conservation tout en renforçant le contrôle qu'exercent les communautés sur les actifs, y compris la terre, l'agrobiodiversité et les sites naturels. Il s'emploiera également à développer le capital social et les institutions en renforçant la capacité de prise de décisions et d'exécution ainsi que l'autonomie des communautés, des individus et des équipes formées au développement local, et à intensifier l'appui opérationnel et technique procuré par l'organisme d'exécution. Grâce à la création d'écoservices et, dans le cadre de plans appuyés par le projet, de microentreprises de tourisme rural et écologique, les bénéficiaires vont accroître leurs revenus et leurs possibilités d'emploi. Ces initiatives seront financées par les programmes gouvernementaux actuels et par les systèmes microfinanciers traditionnels et nouveaux. En coordonnant les activités interinstitutions et en mettant à profit les investissements concurrents opérés par d'autres entités gouvernementales aux échelons local et municipal et au niveau de chaque microbassin, le projet stimulera l'offre de services de santé, de nutrition et autres ainsi que la réalisation d'investissements dans l'infrastructure rurale et dans le logement.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet? Le projet facilitera l'action participative des communautés rurales et indigènes et la coopération de ces dernières avec les diverses institutions gouvernementales chargées de gérer les ressources sociales, économiques et naturelles aux échelons local, municipal, étatique et fédéral, et encouragera la participation du secteur privé et de la société civile. Ces actions résulteront d'investissements et d'activités de développement qui découlent, au niveau local, de plans cadres des microbassins versants pour la conservation et la production, tandis que des interventions visant les différents groupes cibles seront étudiées et exécutées en toute transparence. Étant donné que les activités de planification, de sélection des projets et de prise de décisions concernant les priorités et l'affectation des ressources se dérouleront dans le cadre des réunions des conseils étatiques et municipaux chargés du développement rural et des organisations de microbassins, la participation des bénéficiaires et de la société civile sera garantie par la *législation nationale régissant le développement rural durable*. À cet effet, le projet encouragera et appuiera l'organisation et la consolidation de groupes et d'associations de communautés, de producteurs et de femmes rurales et indigènes, et veillera à ce que se constitue, dans chaque État, une capacité suffisante de planification participative, de suivi et d'évaluation.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT AUX
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE
POUR LE
PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS
RURALES ET INDIGÈNES DE LA RÉGION SEMI-ARIDE DU NORD-OUEST

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt aux États-Unis du Mexique d'un montant de 17,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions de USD) à des conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du projet de développement durable à l'intention des communautés rurales et indigènes de la région semi-aride du Nord-Ouest. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux annuel de référence déterminé par le Fonds chaque année. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Mexique est, par sa superficie, le troisième pays d'Amérique latine après le Brésil et l'Argentine et compte, avec 100 millions d'habitants recensés en 2001, la deuxième population de la région. La population rurale a été estimée à 26 millions d'habitants, 63 groupes indigènes représentant 12% de la population totale. Malgré la crise financière de 1994, le Mexique est aujourd'hui fermement établi comme pays à revenu intermédiaire et son économie a fortement progressé, même s'il existe d'importantes différences entre le Nord et le Sud, et entre les zones urbaines et rurales. Si des progrès ont été accomplis pour ce qui est de moderniser et de diversifier l'économie et d'améliorer l'infrastructure physique et institutionnelle, d'importantes franges de la population n'ont pas bénéficié de la croissance économique.

2. Malgré sa superficie, le Mexique n'est pas bien doté pour la production agricole. Sur une superficie totale proche de 196 millions d'hectares, seuls 10% (soit 19 millions d'hectares) possèdent un potentiel agricole, des déserts recouvrant près de la moitié du territoire national. Environ 20% de la population active travaille dans l'agriculture, produisant moins de 8% du produit intérieur brut. Près de 50% des terres agricoles du pays sont détenues par 26 000 *ejidos* (forme de propriété communale) regroupant 2,9 millions de membres. La structure de production est fortement axée sur les cultures traditionnelles. En 2001, 13,8 millions d'hectares, soit près de 57% des terres agricoles, ont été consacrés aux céréales de base.

3. La politique économique du gouvernement actuel est principalement axée sur la libéralisation du commerce, la déréglementation et la privatisation. L'article 27 de la Constitution mexicaine a été réformé en 1991-1992 afin de créer un marché foncier libérant le potentiel productif des terres des *ejidos*. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a eu sur le secteur agricole un impact variable selon les régions et secteurs de production. Tandis que des études approfondies sont en cours, il a été annoncé qu'au moins 3 millions de familles allaient être expulsées de leurs terres en raison de l'effondrement du marché local des céréales de base dû à l'introduction de maïs provenant des

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

États-Unis d'Amérique. Dans le même temps, le développement de l'activité économique lié à la libéralisation induite par l'ALENA va entraîner un accroissement de la demande d'ouvriers agricoles et de services techniques spécialisés dans l'agroalimentaire et l'exportation.

4. **Pauvreté rurale et groupes vulnérables.** Dans les zones rurales du Mexique, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont varié en fonction de l'économie, avec un fort accroissement entre 1992 et 1996 et une lente diminution de 1998 à 2002. D'après les estimations du gouvernement, sur 2 400 municipalités, 810 sont très pauvres et 340 extrêmement pauvres. Dans cette dernière catégorie, plus de 40% des ménages n'ont pas accès à l'eau ou à un réseau d'assainissement, 60% n'ont pas d'instruction primaire, 50% logent sur de la terre battue, et 30% de la population âgée de plus de 15 ans est analphabète. Les ruraux pauvres pratiquent essentiellement l'agriculture, plus de la moitié comme petits exploitants, comme travailleurs saisonniers ou, dans le cadre d'une émigration légale et/ou clandestine plus durable, comme ouvriers agricoles aux États-Unis. Le secteur agricole conserve donc une aptitude limitée à générer des revenus suffisants pour les petits exploitants et les travailleurs ruraux, et l'économie nationale est largement soutenue par les importants transferts d'argent effectués par les migrants. On estime que 1,5 million de ménages dépendent de ces rentrées d'argent qui ont totalisé, en 2004, 16 milliards de USD, ce qui représente le deuxième poste de recettes après celui des exportations de pétrole. La pauvreté rurale touche principalement les territoires peuplés par les indigènes; on estime que 80% de ces populations vivent dans la pauvreté extrême. Sur les plus de 12 millions de ruraux qui vivent sur des territoires forestiers riches en biodiversité mais marginalisés, près de la moitié sont d'origine indigène. Quelque 17% des ménages ruraux sont dirigés par des femmes, qui sont particulièrement vulnérables du fait de leur absence d'instruction et de leur accès très limité à la main-d'œuvre et aux moyens de production.

B. Enseignements tirés des expériences précédentes du FIDA

5. À ce jour, le FIDA a approuvé au Mexique six projets assortis de prêts s'élevant au total à 125 millions de USD. Les principaux enseignements tirés de l'exécution de ces interventions sont les suivants:

- **Cadre institutionnel.** Les projets du FIDA devraient instituer, pour les interventions relevant des échelons fédéral et local, un cadre institutionnel clair et simple autorisant la participation d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations de base.
- **Ressources gouvernementales.** Pour que le prêt entre rapidement en vigueur, il est essentiel de définir rapidement, avec le gouvernement, les affectations budgétaires.
- **Crédit rural.** Les projets du FIDA se sont heurtés, pour ce qui est de l'utilisation du crédit rural, à d'importantes restrictions. Une autre solution serait de créer des fonds d'action sociale, d'investissement et de production à assise communautaire, et d'appuyer les services microfinanciers locaux.
- **Participation des bénéficiaires.** Lorsque des mécanismes participatifs permettent aux bénéficiaires de sélectionner les types d'investissement et d'activité à financer, on accroît fortement la production et les revenus.
- **Décentralisation du gouvernement.** Les projets du FIDA devraient appuyer la décentralisation et proposer des activités de formation au personnel technique des collectivités locales.
- **Organisme d'exécution.** Les projets exécutés directement par une entité publique – et non par la traditionnelle unité d'exécution du projet – se sont montrés efficaces, l'expérience demeurant au sein d'une même structure institutionnelle.
- **Suivi et évaluation (S&E).** Cette activité devrait englober aussi bien l'étude d'impact que la diffusion du savoir et de l'expérience acquis, et aller ainsi plus loin que la simple mesure des objectifs atteints.

- **Égalité hommes-femmes.** Dans les projets du FIDA, la prise en compte des spécificités de chaque sexe devrait également prévoir un appui explicite aux activités productives mises en œuvre à l'intention (et avec la participation) des femmes rurales afin de mettre en valeur leur potentiel et de favoriser leur épanouissement social et économique.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique

6. **Politiques de lutte contre la pauvreté.** Les politiques et stratégies de développement social appliquées par le gouvernement visent à améliorer globalement la qualité de vie, à assurer l'égalité des chances et à réduire durablement la pauvreté. Deux principales orientations se dessinent: aider l'ensemble de la population et aider les populations qui vivent dans l'extrême pauvreté. Il est donc mis en œuvre, concrètement, des programmes sociaux ainsi que des investissements productifs et générateurs de revenus axés, en particulier, sur le développement des populations pauvres et extrêmement pauvres et des microrégions marginales, le but affiché étant d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

7. **Stratégie de développement rural.** Le gouvernement s'emploie également à aider les ruraux pauvres en mettant en œuvre une stratégie d'intervention qui vise les régions et producteurs capables de créer une croissance économique durable, mais qui en sont empêchés par l'accès restreint à la terre, à la technologie, aux marchés et aux financements. Cette stratégie appuie l'exécution du programme national pour les microbassins versants et la mise en application de la législation nationale relative au développement rural durable. Ces initiatives placent l'accent sur la remise en état, la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et délèguent aux États et aux municipalités les décisions relatives aux investissements et aux programmes, dont ceux afférents à la promotion des organisations de bénéficiaires, aux investissements d'exploitation et d'infrastructure, et à la fourniture d'intrants et de subventions agricoles. Aux termes de la loi, la stratégie doit conjuguer, au niveau municipal, des mesures et des investissements interinstitutions. L'Accord national pour le développement de la société rurale et la sécurité et la souveraineté alimentaires (*Acuerdo Nacional para el Campo*), que le Président de la République a signé en avril 2003 avec les représentants des principales organisations de producteurs et de paysans, incarne l'engagement pris par les pouvoirs publics de mettre en œuvre des réformes structurelles et institutionnelles essentielles et d'accroître les investissements sectoriels et sociaux.

8. **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** Plusieurs donateurs multilatéraux, bilatéraux et régionaux appuient le Mexique par des moyens financiers et des activités de développement. Les importants portefeuilles de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement visent à améliorer la santé et l'éducation, à développer l'infrastructure technique et de télécommunications, et à moderniser les institutions du pays. Ils visent également la production agricole, le développement rural et l'environnement, y compris l'exploitation communautaire des forêts aux fins du développement des États du sud du pays. Par ailleurs, le Fonds pour l'environnement mondial a appuyé la création de réserves de biosphère et d'autres initiatives liées à l'environnement, et le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a fourni une assistance technique et des ressources devant permettre d'harmoniser les politiques publiques. La Banque mondiale et la BID figurent, avec l'Agence des États-Unis pour le développement international, parmi les principaux donateurs qui appuient l'accord de libre-échange (ALENA). Parmi les autres donateurs bilatéraux qui proposent au Mexique une aide au développement, on peut citer l'Allemagne, l'Espagne, la France, le Japon et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

9. **Stratégie du FIDA au Mexique.** Les opérations que le FIDA a menées au Mexique et l'expérience qu'il y a acquise au cours de la décennie écoulée ont conduit le Fonds à modifier sa stratégie d'intervention dans le pays, qui vise désormais à renforcer la capacité de prise de décisions et de participation des organisations locales dans le cadre d'une stratégie plus large de renforcement du

capital social et économique, à élargir les perspectives de revenus et d'emploi en diversifiant l'économie régionale, en développant la production agricole, en consolidant les entreprises rurales et les liens commerciaux, et en associant des institutions tant publiques que privées. Les grands axes définis par le FIDA pour ce qui de son action sont les suivants: i) promotion et renforcement des capacités des organisations locales aux fins d'un développement local mu par la communauté; ii) offre, aux communautés rurales et indigènes ainsi qu'aux petits exploitants et membres d'*ejidos*, d'un appui qui doit les aider à développer leur production agricole et animale destinée aux marchés, à accroître leurs revenus et à élargir leurs perspectives d'emploi, grâce notamment à la validation et à la diffusion de techniques, à l'établissement de liens avec les marchés locaux, à la création de microentreprises ainsi qu'à la gestion et à la conservation des ressources naturelles; et iii) poursuite des activités menées actuellement pour promouvoir la participation des femmes rurales et indigènes à la prise de décisions et aux activités sociales et économiques qui intéressent leurs communautés.

10. **Raison d'être du projet.** Le Nord-Ouest semi-aride du Mexique connaît, localement, une forte pauvreté rurale et est, sur les plans social, économique et écologique, vulnérable. Les communautés de la région, cependant, possèdent un patrimoine commun de riches traditions culturelles, d'importantes ressources naturelles et une profonde connaissance locale du milieu naturel. Leur patrimoine collectif comprend également de vastes sites et territoires naturels intacts qui offrent (gracieusement) des services dont profite l'ensemble de la société.

11. La raison d'être du projet tient par conséquent à la nécessité d'appuyer le renforcement du capital et le développement des communautés (au lieu de poursuivre des programmes de subventions) en se concentrant sur des activités économiques clés et sur la mise en valeur dynamique de certains actifs. Le projet proposé, dont la conception met à profit l'expérience d'exécution de projets et de programmes que le FIDA acquise au Mexique, en Amérique latine, aux Caraïbes et dans d'autres régions, servira d'instrument innovant d'apprentissage dans le pays. Les principaux axes d'action et de recherche sur le terrain seront notamment la consolidation de l'approche participative de planification et d'investissement dans les microbassins versants appliquée actuellement dans les États participants; l'évaluation des actifs naturels des pauvres; le développement rural à assise communautaire; et l'écotourisme. La raison d'être du projet, enfin, repose sur sa contribution attendue à la réalisation, par des investissements ciblés et une action de développement, des objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

12. Le projet lancera un processus de développement innovant, participatif et à assise communautaire visant à renforcer le capital social et économique des communautés et de leurs entrepreneurs, et appuiera la stratégie intégrée et multisectorielle de développement rural mise en œuvre par le gouvernement aux niveaux des municipalités et des microbassins versants. Les interventions se concentreront sur des investissements et des activités clés qui seront fonction des composantes du projet et faciliteront la mobilisation et l'utilisation judicieuse des ressources d'autres secteurs et programmes. Ces types d'investissement (dans la santé, l'éducation, le logement rural) risquent d'être impossibles à réaliser dans les zones cibles si les programmes gouvernementaux sont mis en œuvre sous forme d'interventions distinctes, c'est-à-dire sans planification et coordination intersectorielles.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

13. Le projet porte sur 19 municipalités situées dans quatre États de la région semi-aride du Nord-Ouest du Mexique: Baja California, Chihuahua, Coahuila et Sonora. Les critères de sélection des États ont été les suivants: i) zones et municipalités présentant une forte concentration de populations pauvres et extrêmement pauvres, et zones peuplées de travailleurs agricoles pauvres; ii) présence de populations indigènes socialement et économiquement vulnérables et confrontées à l'insécurité alimentaire; iii) zones prioritaires de remise en état, de conservation et de gestion rationnelle des ressources naturelles ou microbassins versants déjà visés par un plan cadre pour la conservation et la production; et iv) zones présentant des atouts naturels et culturels qui permettraient à leurs communautés de lancer et/ou de consolider des microentreprises d'écotourisme. Le projet sera exécuté dans 57 microbassins versants et les premières études se concentreront sur un microbassin versant type dans chacune des 19 municipalités concernées.

14. **Groupes cibles.** La population cible a été estimée à 57 300 personnes, dont 35 500 bénéficieront directement du projet: petits paysans pauvres (membres d'*ejidos* et petits exploitants); paysans sans terre et travailleurs ruraux; microentrepreneurs ruraux, dont des personnes issues de communautés capables de créer de petites entreprises d'écotourisme; et femmes et jeunes ruraux et indigènes. Dans la zone de projet, les femmes rurales représentent environ 50% de la population. Il est donc prévu, sur le plan des investissements et des activités, des actions différenciées et une affectation proportionnée des ressources. On a estimé qu'au moins 30% des bénéficiaires directs et indirects du projet seront membres de communautés indigènes, à savoir les Cucapah, Guajios, Kiliwa, Kumiai, Pai Pai, Pimas, Raramuri, Seri, Tepehuano et Yaqui.

B. Objectifs et portée du projet

15. L'objectif global du projet est d'améliorer la qualité de vie et de réduire ainsi les niveaux de pauvreté et de marginalité des communautés rurales et indigènes de la zone du projet. On aidera les communautés et organisations de cette zone à accroître leur aptitude à participer au développement social et économique local, à élargir leurs perspectives de production et d'emploi, à accroître leurs revenus et à assurer la pérennité des ressources naturelles. Les objectifs seront les suivants: i) améliorer la capacité productive de la terre et des ressources naturelles tout en renforçant le contrôle qu'exercent les communautés sur les actifs, y compris la terre, l'agrobiodiversité et les sites naturels; ii) développer les ressources humaines et sociales des communautés rurales pauvres et des populations indigènes tout en améliorant la capacité de gestion et de prise de décisions des communautés et de leurs organisations dans un souci d'égalité des sexes et de respect de la diversité ethnique; iii) améliorer les niveaux d'emploi et de revenu des familles bénéficiaires par la mise en place d'écoservices et de microentreprises d'écotourisme; et iv) renforcer, aux niveaux municipal, étatique et fédéral, la capacité de coordination entre l'organisme d'exécution et les institutions liées au projet, ainsi qu'au sein de ces institutions.

C. Composantes

16. Compte tenu de son cadre stratégique, de ses résultats escomptés et de son concept opérationnel, le projet s'articulera autour de quatre composantes: i) remise en état et conservation des ressources naturelles; ii) renforcement de la capacité de développement local; iii) développement de microentreprises rurales et de l'écotourisme; et iv) renforcement des institutions. Ces composantes seront mises en œuvre dans le cadre d'une planification participative et avec un souci d'égalité des sexes, certaines activités appuyant explicitement les femmes rurales et indigènes.

17. **Remise en état et conservation des ressources naturelles.** Cette composante repose sur une approche globale de l'espace rural (aspects sociaux, économiques et environnementaux) issue d'un processus de planification participative culminant par l'élaboration de plans cadres des microbassins versants pour la conservation et la production, qui donnent lieu à de vastes investissements et actions sociales et économiques. Les bénéficiaires des microbassins adopteront des procédés et des techniques améliorés qui garantiront une production durable ainsi qu'une remise en état et une conservation appropriées des ressources naturelles (eau, sols, végétation, biodiversité). Il sera mené, à cette fin, les activités suivantes: i) formation et sensibilisation des populations et écoliers ruraux à une utilisation et une gestion rationnelles des ressources naturelles; amélioration des techniques; et présentation de certains aspects de la gestion des ressources environnementales et naturelles au personnel technique de la Commission nationale des forêts (CONAFOR) et d'autres institutions publiques, non gouvernementales et privées; ii) création d'unités de démonstration et réalisation d'études de terrain portant sur la remise en état et la conservation des ressources naturelles; iii) reboisement et mise en place de systèmes améliorés de production agro-sylvo-pastorale; et iv) promotion et développement des programmes d'écoservices que la CONAFOR met actuellement en œuvre dans le pays.

18. **Renforcement de la capacité de développement local.** L'objectif est ici de renforcer la capacité de participation et de prise de décisions de la population rurale, de ses organisations et d'autres parties prenantes aux niveaux local, municipal et étatique pour leur permettre de participer activement aux programmes de développement autogérés axés sur la communauté. On s'emploiera à promouvoir et à appuyer l'organisation et la consolidation des groupes et associations de communautés, de producteurs et de femmes rurales et indigènes. Les principales activités seront les suivantes: i) diagnostic participatif des conditions actuelles de développement et actualisation/consolidation des plans cadres des microbassins versants; ii) création d'équipes interdisciplinaires de promotion du développement; iii) plans spécifiques de formation, de développement et d'habilitation des femmes rurales visant à assurer leur participation à l'activité économique et à la prise de décisions concernant les communautés et les projets; iv) programmes de formation visant à appuyer les organisations locales, les unités de production rurales et les cadres techniques du projet; et v) communication (bilingue) rurale et indigène.

19. **Développement de microentreprises rurales et de l'écotourisme.** On aidera les entrepreneurs – communautés, organisations, groupes et individus – à créer et à consolider des microentreprises rurales en général et d'autres pratiquant divers types d'écotourisme. Ces entreprises s'inspireront des plans d'activités parrainés par le projet et seront un moyen d'améliorer les revenus et l'emploi. Les projets d'investissement seront financés dans le cadre des programmes gouvernementaux actuels et des systèmes microfinanciers traditionnels et nouveaux des États participants. Les activités seront les suivantes: i) facilitation de l'accès aux marchés et aux services de gestion des entreprises, y compris la formation d'entrepreneurs, de techniciens et de cadres commerciaux; ii) aide à la formulation de plans d'activités et offre, le cas échéant, d'une aide professionnelle au lancement de nouvelles microentreprises; iii) aide à l'identification de zones et d'attractions touristiques potentielles (sites naturels, archéologiques et écologiques) et à la création de nouvelles microentreprises d'écotourisme; iv) facilitation de l'accès aux financements publics et privés provenant de sources et de programmes différents; et v) renforcement des organismes microfinanciers locaux, municipaux et étatiques.

20. **Renforcement des institutions.** Cette composante vise à renforcer les structures opérationnelles, la capacité technique et la capacité de coordination de la CONAFOR (organisme d'exécution du projet) et la capacité d'exécution des autres institutions et organisations participant au projet. Les compétences requises seront notamment les suivantes: planification participative, suivi et évaluation, prise en compte des spécificités hommes-femmes et développement. À cette fin, le projet facilitera également l'instauration, entre le gouvernement et la société civile, d'une concertation sur les thèmes relatifs au développement rural.

21. Un souci d'égalité entre les sexes guidera tous les investissements du projet, tandis que des activités explicites viseront à faire en sorte que les femmes rurales et indigènes participent (par l'entremise de comités de développement local et de conseils municipaux chargés du développement rural) à la création de microentreprises, aient accès aux ressources financières, aux entreprises d'écotourisme et à d'autres activités économiques et commerciales, et participent à l'affectation des ressources et à la prise de décisions qui ont une incidence sur leurs communautés. On favorisera aussi la prise en compte des spécificités de chaque sexe au niveau des communautés, de l'organisme d'exécution et des autres institutions participant au projet.

D. Coûts et financement

22. Le coût total du projet, dont l'exécution se déroulera sur six ans, a été estimé à 32,9 millions de USD ventilés comme suit: i) remise en état et conservation des ressources naturelles: 7,5 millions de USD (23% du coût total); ii) renforcement de la capacité de développement local: 7,2 millions de USD (22%); un montant de 1,3 million de USD a été affecté aux investissements de prise en compte des spécificités hommes-femmes relevant de cette composante; iii) développement de microentreprises rurales et de l'écotourisme: 13,8 millions de USD (42%); et iv) renforcement des institutions: 4,3 millions de USD (13%). Le financement du projet comprend un prêt du FIDA s'élevant à 25,0 millions de USD, une contribution du gouvernement de 7,0 millions de USD, dont 3,2 millions serviront à couvrir les droits et taxes, et une contribution en nature des bénéficiaires, estimée à l'équivalent de 971 000 USD.

TABEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% total des coûts de base
A. Remise en état et conservation des ressources naturelles	4 498	2 746	7 244	38	23
B. Renforcement de la capacité de développement local					
Renforcement de la capacité de développement local	4 769	671	5 440	12	18
Prise en compte des spécificités hommes-femmes	1 046	282	1 328	21	4
Sous-total	5 815	953	6 767	14	22
C. Développement de microentreprises rurales et de l'écotourisme					
Accès aux marchés et aux services de gestion des entreprises	3 728	97	3 825	3	12
Plans de développement rural	7 580	-	7 580	-	24
Développement de l'écotourisme	1 254	302	1 556	19	5
Sous-total	12 563	399	12 961	3	42
D. Renforcement des institutions					
Planification, S&E	1 677	9	1 686	1	5
Structure d'exécution du projet	2 344	22	2 365	1	8
Sous-total	4 021	31	4 052	1	13
Total des coûts de base	26 897	4 128	31 025	13	100
Provisions pour aléas d'exécution	189	-	189	-	1
Provisions pour aléas financiers	1 631	116	1 747	7	6
Total des coûts du projet	28 716	4 244	32 960	13	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Remise en état et conservation des ressources naturelles	1 044	14	5 516	73	971	13	7 531	23	2 821	3 667	1 044
B. Renforcement de la capacité de développement local											
Renforcement des capacités de développement local	2 121	36	3 783	64	-	-	5 904	18	695	4 568	641
Prise en compte des spécificités hommes-femmes	181	13	1 173	87	-	-	1 355	4	285	888	181
Sous-total	2 303	32	4 956	68	-	-	7 259	22	980	5 456	822
C. Développement de microentreprises rurales et de l'écotourisme											
Accès aux marchés et aux services de gestion des entreprises	1 497	36	2 615	64	-	-	4 112	13	99	3 762	252
Plans de développement rural	810	10	7 290	90	-	-	8 101	25	-	7 290	810
Développement de l'écotourisme	407	25	1 238	75	-	-	1 646	5	312	1 177	157
Sous-total	2 715	20	11 144	80	-	-	13 859	42	410	12 230	1 218
D. Renforcement des institutions											
Planification, S&E	891	48	981	52	-	-	1 872	6	9	1 767	96
Structure d'exécution du projet	63	3	2 377	97	-	-	2 439	7	23	2 354	63
Sous-total	954	22	3 358	78	-	-	4 312	13	32	4 120	159
Total des coûts du projet	7 015	21	24 974	76	971	3	32 960	100	4 244	25 473	3 243

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

23. La passation des marchés de biens, de travaux et de services devant être financés dans le cadre du projet s'effectuera en appliquant les règles et procédures de programmation, de réalisation et de contrôle des achats édictées par le gouvernement conformément à la législation relative aux marchés, aux crédits et aux services publics. Ces normes gouvernementales sont explicites pour ce qui est de la programmation avancée et de la création de comités d'achat; de l'organisation des appels d'offres nationaux et internationaux; et des plafonds applicables aux marchés à attribuer par consultation de fournisseurs à l'échelon national et par commande directe. Tous ces points seront spécifiés dans l'accord de prêt.

24. Il sera ouvert, à la Banque du Mexique, un compte spécial doté d'un montant autorisé de 1,5 million de USD. Les retraits s'effectueront sur présentation d'états de dépenses pour celles ne dépassant pas l'équivalent de 50 000 USD. *Nacional Financiera* fera office d'agent financier du gouvernement en vertu d'un accord de représentation agréé par le FIDA. Les fonds devant financer les dépenses seront mis à disposition par la CONAFOR et par d'autres entités participant au projet sur la base d'affectations budgétaires annuelles et conformément au programme de travail et budget annuel du projet et aux règles et procédures nationales. Un financement rétroactif d'un montant plafonné à 580 000 USD sera disponible à compter du 1^{er} juillet 2005.

25. Six mois après l'entrée en vigueur du prêt, le projet mettra sur pied ses systèmes de comptabilité et de contrôle interne, qui seront mis en place par un cabinet comptable spécialisé. La comptabilité s'effectuera par composante et par catégorie de dépense conformément aux normes comptables du secteur public.

26. Un cabinet d'audit agréé par le FIDA sera sélectionné pour vérifier chaque année, aux frais du projet, les comptes et la gestion de ce dernier. Chaque entité tiendra, pour les dépenses liées au projet, des comptes distincts qui seront consolidés par la structure d'exécution du projet.

F. Organisation et gestion

27. L'organisme d'exécution du projet sera la CONAFOR, entité décentralisée du gouvernement fédéral relevant du Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles (SEMARNAT). Cette entité a pour mandat d'élaborer des politiques et des stratégies de sylviculture, de promouvoir et d'appuyer à la fois les activités de production et celles de conservation et de remise en état des ressources naturelles, et de formuler des plans et des programmes de développement rural à assise communautaire. Le décret présidentiel qui a porté création de la CONAFOR décrit explicitement la politique qu'elle doit suivre en matière de gestion des ressources naturelles et son mandat, qui consiste à promouvoir les systèmes de production sylvicole de subsistance en appuyant des projets viables procurant des emplois et des revenus aux communautés des régions sylvicoles. La CONAFOR est aussi membre du Groupe de travail national sur le développement de l'écotourisme, qui vise à promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, le développement des communautés rurales et indigènes, et la viabilité des entreprises et des activités d'écotourisme. Elle est largement présente sur le terrain grâce à 13 bureaux régionaux et bureaux opérationnels établis dans les 32 États du pays, couvrant ainsi toutes les zones agroécologiques.

28. Dans le cadre de la stratégie du FIDA, qui vise à assurer la pérennité des activités (entrée-consolidation-sortie), la responsabilité de l'exécution du projet sera confiée à la structure actuelle de la CONAFOR. Cette approche est conforme à la politique actuelle du gouvernement, qui consiste à ne pas doubler les structures administratives ou opérationnelles, et aux enseignements que le FIDA a tirés, dans le cadre des projets qu'il a exécutés dans le pays, quant à l'inopportunité de créer des structures alternatives qui risquent de disparaître lorsque cessent les investissements financés par les donateurs.

29. La **structure d'exécution du projet** sera dirigée par le directeur général de la CONAFOR et administrée par un coordonnateur général, fonction qui sera assumée, conformément à l'organigramme actuel, par le coordonnateur général de la production et de la productivité de la Commission. La fonction de responsable de la planification, du suivi et de l'évaluation sera assumée par le directeur actuel de la planification et de l'évaluation de la Commission, tandis que le renforcement des capacités de développement local sera suivi par le directeur de l'éducation et de la formation de la Commission. La création de microentreprises rurales et écotouristiques sera supervisée par le directeur du programme des chaînes de production de la Commission, et l'administration et la communication relèveront de l'actuel directeur de l'administration et de la communication sociale de la Commission.

30. Dans la pratique, la structure coordonnera l'exécution d'ensemble du projet en appliquant l'approche des microbassins versants, pour laquelle un accord interinstitutions sera conclu avec le *Fideicomiso de Riesgo Compartido* (Fonds fiduciaire à risque partagé) du Gouvernement mexicain. De même, des accords spécifiques seront conclus pour chaque composante du projet: i) entre la CONAFOR et le SEMARNAT et d'autres secrétariats et entités des gouvernements fédéral et étatiques, comme le Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation, la Commission nationale pour le développement des peuples indigènes, le Secrétariat au tourisme et l'Institut national des femmes; et ii) entre la CONAFOR et les États et municipalités de la zone du projet. Ces accords seront officialisés au cours des 12 premiers mois d'exécution du projet.

31. **Exécution du projet.** La responsabilité de l'exécution du projet sur le terrain sera assumée par les coordonnateurs des États de Baja California, de Chihuahua, de Coahuila et de Sonora, qui, à ce niveau, assigneront au personnel technique les responsabilités suivantes: planification, suivi et évaluation; gestion des ressources naturelles; et création de microentreprises rurales et écotouristiques. Dans chaque État, en outre, il sera constitué des équipes interdisciplinaires de promotion du développement comprenant un responsable de l'égalité des sexes, des agents de développement local et des promoteurs ruraux municipaux. L'exécution du projet sera guidée par un plan d'exécution sur six ans et un manuel, qui seront établis dans le six mois suivant l'entrée en vigueur du prêt.

32. Les activités de planification, de sélection des sous-projets et de prise de décisions concernant les priorités et l'affectation des ressources se dérouleront (dans le cadre d'une approche multisectorielle et multidisciplinaire) dans le cadre des réunions des organisations de microbassins et des conseils étatiques et municipaux chargés du développement rural durable, où la participation des bénéficiaires et de la société civile sera garantie par la législation nationale régissant le développement durable. Le projet appuiera également, toujours en vertu de la législation susmentionnée, les organisations de communautés et de producteurs et veillera à ce que se constitue, dans chacun des États, une capacité suffisante de planification participative, de suivi et évaluation.

33. **Planification, suivi et évaluation et apprentissage.** Dans le cadre du projet, on créera et consolidera une unité centrale de planification, de suivi et évaluation à laquelle s'ajouteront, dans chaque État, des unités miroirs. L'unité aura pour fonctions de faciliter la prise de décisions concernant l'affectation des ressources et de suivre de près l'exécution du projet aux niveaux des États, des microbassins versants et des municipalités. Elle instituera un système de suivi et évaluation et d'apprentissage comprenant quatre volets: appui à la planification; suivi et évaluation continus; évaluation et études; et systématisation de l'expérience. Le projet sera rattaché au *système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI)* et il sera établi des indicateurs de suivi essentiels, adaptant les systèmes d'information géographique de la CONAFOR et du Fonds fiduciaire à risque partagé aux besoins sociaux et économiques du projet.

G. Justification économique

34. **Résultats escomptés.** Les produits et résultats escomptés seront les suivants: i) **gestion des ressources naturelles:** amélioration de la capacité de production de la terre et des ressources naturelles, y compris les sites naturels; techniques de conservation nouvellement mises au point ou adoptées; contrôle exercé par les communautés sur les actifs productifs, corporels et incorporels, dont l'agrobiodiversité; programmes d'écoservices; mécanismes de sensibilisation et de protection des sites naturels et du patrimoine culturel; ii) **microentreprises rurales:** accroissement des revenus et des possibilités d'emploi grâce aux microentreprises rurales nouvellement créées; mécanismes de création de réseaux et de commercialisation de produits agricoles alternatifs et d'objets d'artisanat; nouveaux produits, services et marchés; et iii) **renforcement du capital social/développement des institutions:** développement et amélioration des compétences et des capacités; autonomie des communautés et des individus; concertation (société civile et trois niveaux de gouvernement) permettant une meilleure application du cadre juridique de développement rural; accès aux fonds des programmes en cours et promotion de nouveaux services microfinanciers; formation d'agents de développement local et amélioration des systèmes d'appui technique; études appliquées et meilleures pratiques; et mécanismes et accords interinstitutions d'exécution des projets.

35. **Bénéfices retirés du projet.** Le projet devrait permettre d'accroître la production de produits agricoles et non agricoles, les emplois et les revenus, et l'aptitude à proposer des produits et services écologiques, captant ainsi des segments clés de la demande intérieure et internationale qui, sinon, iraient ailleurs; de limiter la détérioration de l'environnement et de mieux préserver la biodiversité et le patrimoine naturel, la communauté tirant des revenus de programmes d'écoservices; de renforcer le capital social, principalement des points de vue de l'organisation collective, de l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la nutrition; et de réduire la vulnérabilité des communautés visées. Bénéficieront directement du projet 35 500 personnes – femmes et hommes ruraux, enfants et populations vulnérables de la zone de projet. Quelque 30% de ces bénéficiaires sont d'origine indigène.

36. **Impact progressif.** Les bénéfices découleront à la fois des investissements directs réalisés dans le cadre du projet, des investissements progressifs globaux réalisés au niveau local dans le cadre des plans multisectoriels des microbassins versants, et des fonds procurés par d'autres programmes et entités gouvernementales. La concentration, la multisectorialité et l'intensité accrues d'investissements et d'activités complémentaires (assainissement, eau, services sociaux, routes de desserte) devraient accélérer la production de bénéfices sociaux et économiques, ce qui n'aurait pas lieu sans l'effet catalyseur du projet. Des études préliminaires réalisées parallèlement au système de suivi et évaluation et d'apprentissage devraient faciliter l'évaluation des bénéfices et de l'impact social et économique.

H. Risques

37. Les principaux risques tiennent: i) aux difficultés politiques et institutionnelles pouvant survenir entre les autorités municipales et étatiques et entre ces dernières et les autorités fédérales. Ces risques peuvent se manifester par l'absence, entre les institutions, de coordination de la planification et de la mise en œuvre du développement rural local, mais seront atténués par des accords conclus entre la CONAFOR et les entités clés participant à l'exécution du projet; ii) à l'importance des affectations et des transferts de ressources budgétaires provenant des programmes fédéraux et étatiques, en général, et des programmes fédéraux et municipaux, en particulier, requises pour poursuivre les opérations sur le terrain; et iii) aux doutes concernant l'aptitude de la CONAFOR à opérer les changements organisationnels nécessaires pour adapter ses opérations aux exigences du projet. Les mesures qui seront prises dans le cadre d'un plan d'action pour les 18 premiers mois d'exécution, qu'élabore actuellement la CONAFOR, devraient limiter ces risques.

I. Impact sur l'environnement

38. Le projet a été provisoirement classé dans la catégorie B du fait qu'il est centré sur la production durable, la conservation et la remise en état des ressources naturelles, et que sa mise en œuvre fera intervenir des recommandations, des interventions préventives et des investissements correctifs appropriés. L'assistance technique à la remise en état des ressources naturelles, au développement de l'agriculture et à la création de microentreprises sera conforme aux pratiques recommandées de conservation des sols, de l'eau et de la végétation, et il sera fait un usage contrôlé des pesticides et des substances chimiques. La réduction de l'érosion des sols, l'amélioration de la gestion globale des bassins versants et la restauration de la biodiversité sont autant de bénéfices directs escomptés qui faciliteront, à leur tour, la promotion et le développement des programmes actuels d'écoservices (fixation du carbone, gestion des sols et des eaux, biodiversité). Les normes écologiques rigoureuses adoptées par le pays seront appliquées dans toutes les activités liées au projet et le développement du tourisme prendra en compte les «limites d'un changement acceptable» (capacité de charge) des données culturelles et physiques existantes. Ce type d'évaluation sera intégré aux plans cadres des microbassins versants.

J. Aspects novateurs

39. Les principaux aspects novateurs de la conception et de la structure opérationnelle du projet sont les suivants: i) l'institution (au niveau des microbassins versants) d'une planification participative et de procédures d'investissement émanant des communautés rurales et indigènes elles-mêmes parallèlement à la mise en œuvre d'une stratégie de développement local, de diversification de la production et de renforcement du capital reposant sur des microentreprises et d'autres organismes d'écotourisme gérés par la communauté et complétant la production agricole et non agricole; ii) le rôle de catalyseur joué par le projet dans la consolidation des politiques de décentralisation et de développement rural et des mécanismes d'investissement appliqués par le gouvernement au niveau municipal; et iii) la méthode d'exécution, qui confie les tâches d'exécution et de coordination à la structure existante de la CONAFOR tout en créant des mécanismes et des ressources qui la renforcent sur le plan opérationnel.

40. Les principaux domaines d'apprentissage, de création de réseaux et d'étude seront notamment les suivants: i) la planification participative des microbassins versants et la méthode d'investissement utilisées pour consolider les méthodes intégrées d'intervention, ce qui devrait faciliter la reproduction et l'expansion du projet; ii) l'évaluation des actifs naturels des pauvres et pour les pauvres dans le cadre du développement rural à assise communautaire (marquage, certification, dénomination d'origine pour les produits et services locaux); et iii) la gestion des connaissances et la création de réseaux commerciaux, qui doivent aider les femmes et les communautés rurales et indigènes et faciliter la création de microentreprises d'écotourisme. Le projet nouera, à des fins d'apprentissage et de partage d'expérience, des liens avec les programmes thématiques mis en œuvre par le FIDA dans la région, ainsi qu'avec des centres universitaires de recherche et des ONG spécialisées.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

41. Un accord de prêt entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue un instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

42. Les États-Unis du Mexique sont habilités, en vertu de leurs lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

43. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera aux États-Unis du Mexique un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-sept millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (17 250 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} août 2023 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux annuel de référence déterminé par le Fonds chaque année et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 31 août 2005)

1. **Contrat d'agent d'exécution.** Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire du Ministère des finances [Secretaría de Hacienda y Crédito Público], s'engage à transmettre au FIDA un accord conclu entre le Ministère, la Nacional Financiera S.N.C. (NAFIN) et la CONAFOR, en spécifiant les responsabilités et attributions des parties concernant l'exécution et la supervision du projet ainsi que l'administration du prêt. Au terme de cet accord, la NAFIN s'engage, en qualité d'agent financier du Gouvernement, à administrer le prêt et à superviser le projet, et la CONAFOR accepte d'être agent d'exécution du projet et d'exécuter toutes les actions qui lui incombent en vertu de l'accord de prêt.
2. **Compte spécial.** Le Gouvernement, par l'intermédiaire de la NAFIN, ouvrira et tiendra, auprès de la Banque du Mexique, un compte spécial libellé en dollars des États-Unis aux fins de financement du projet, selon des conditions et modalités acceptables par le FIDA.
3. **Financement du projet.** Le Gouvernement mettra à la disposition de la CONAFOR, par l'intermédiaire de la NAFIN, les fonds nécessaires, y compris les fonds de contrepartie, durant la période d'exécution du projet.
4. **Conditions supplémentaires de suspension.** Le FIDA pourra suspendre, en tout ou en partie, le droit du gouvernement à demander des retraits du compte de prêt si le manuel relatif aux opérations ou le contrat d'agent d'exécution ou l'une quelconque de leurs dispositions respectives, a fait l'objet d'une session, d'une dérogation, d'une suspension, d'une résiliation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'agrément préalable du FIDA, et s'il en est résulté des conséquences négatives pour le projet et/ou l'exécution des dispositions de l'accord de prêt. Le FIDA suspendra, sous réserve de notification préalable, le droit du Gouvernement à demander des retraits du compte de prêt si l'audit requis n'a pas été exécuté de façon satisfaisante dans le délai prescrit ou si des mesures correctives satisfaisantes n'ont pas été prises.
5. **Examen à mi-parcours.** Le Gouvernement, la NAFIN, la CONAFOR et le FIDA mèneront conjointement un examen de l'exécution du projet avant le trente-sixième mois suivant la date d'entrée en vigueur, conformément au mandat établi.
6. **Manuel relatif aux opérations.** La CONAFOR établira un manuel relatif aux opérations qui sera transmis au FIDA, par l'intermédiaire de la NAFIN, pour observations et avis favorable. Ce manuel sera considéré comme approuvé si, dans les trente jours suivant sa réception, le FIDA n'a présenté aucune observation sur le projet.
7. **Participation des bénéficiaires.** Les parties au projet encourageront la participation des populations rurales et indigènes et les relations entre celles-ci et les diverses institutions gouvernementales compétentes pour l'administration des ressources économiques, sociales et forestières naturelles, au niveau local, municipal, étatique et fédéral. Elles encourageront également la participation du secteur privé et de la société civile.
8. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:
 - a) l'accord de prêt a été dûment signé, et toutes les conditions préalables à son entrée en vigueur ont été remplies;

- b) le Gouvernement a transmis au FIDA un exemplaire dûment signé du contrat d'agent d'exécution;
- c) le Gouvernement a transmis au FIDA un avis juridique favorable et acceptable, dans la forme et le fond, par le FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

MEXICO

Land area (km² thousand), 2003 1/	1 909	GNI per capita (USD), 2003 1/	6 230
Total population (million), 2003 1/	109.29	GDP per capita growth (annual %), 2003 1/	- 0.2
Population density (people per km²), 2003 1/	54	Inflation, consumer prices (annual %), 2003 1/	5
Local currency	Mexican Peso (MXP)	Exchange rate: USD 1 =	MXP 10.50
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1997-2003 1/	1.4	GDP (USD million), 2003 1/	626 080
Crude birth rate (per thousand people), 2003 1/	19	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	2.4
Crude death rate (per thousand people), 2003 1/	5	1993-2003	3.2
Infant mortality rate (per thousand live births), 2003 1/	23	Sectoral distribution of GDP, 2003 1/	
Life expectancy at birth (years), 2003 1/	74	% agriculture	4
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	26
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	18
Total labour force (million), 2003 1/	43.59	% services	70
Female labour force as % of total, 2003 1/	34	Consumption, 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	13
School enrolment, primary (% gross), 2003 1/	110 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	69
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2003 1/	9 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	18
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports, 2003 1/	165 396
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2003 2/	18 a/	Merchandise imports, 2003 1/	178 503
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2003 2/	8 a/	Balance of merchandise trade	-13 107
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2003 1/	6 a/	before official transfers, 2003 1/	-22 831
Physicians (per thousand people), 2003 1/	2 a/	after official transfers, 2003 1/	-8 936
Population using improved water sources (%), 2003 2/	88	Foreign direct investment, net 2003 1/	10 783
Population with access to essential drugs (%), 1999 2/	80-94	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%), 2003 2/	74	Cash surplus/deficit (as % of GDP), 2003 1/	-1 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP), 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports), 2003 1/	7	Total external debt (USD million), 2003 1/	140 004
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 2003 1/	690 a/	Present value of debt (as % of GNI), 2003 1/	25
Food production index (1989-91=100), 2003 1/	107	Total debt service (% of exports of goods and services), 2003 1/	21
Cereal yield (kg per ha), 2003 1/	2 806	Lending interest rate (%), 2003 1/	7
Land Use		Deposit interest rate (%), 2003 1/	3
Arable land as % of land area, 2003 1/	13 a/		
Forest area as % of total land area, 2003 1/	29 a/		
Irrigated land as % of cropland, 2003 1/	23 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2005

2/ United Nations Development Programme, *Human Development Report*, 2004

PREVIOUS IFAD FINANCING IN MEXICO

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Oaxaca Rural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	O	06 May 80	07 Sep 80	30 Jun 88	L - I - 36 - ME	SDR	17 450 000	79
Development Project for Marginal Rural Communities in the Ixtlera Region	IFAD	UNOPS	O	03 Oct 90	18 Oct 91	31 Mar 01	L - I - 270 - ME	SDR	21 650 000	100
Rural Development Project for the Indigenous Communities of the State of Puebla	IFAD	UNOPS	O	15 Apr 92	17 Jul 93	30 Jun 01	L - I - 303 - ME	SDR	18 250 000	87
Rural Development Project of the Mayan Communities in the Yucatan Peninsula	IFAD	UNOPS	O	07 Dec 95	04 Nov 97	30 Jun 04	L - I - 405 - MX	SDR	6 950 000	67
Rural Development Project for Rubber-Producing Regions of Mexico	IFAD	UNOPS	O	03 May 00	21 Dec 01	30 Jun 10	L - I - 534 - ME	SDR	18 600 000	10
Strengthening Project for the National Micro-Watershed Programme	IFAD	UNOPS	O	18 Dec 03		30 Jun 11	L - I - 626 - ME	SDR	10 500 000	

LOGICAL FRAMEWORK AND RESULTS AND IMPACT MANAGEMENT SYSTEM (RIMS) REPORTING

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Development goal</p> <p>Levels of poverty and marginality faced by rural poor communities (indigenous and non-indigenous) of states of Baja California, Chihuahua, Coahuila and Sonora are reduced.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator) Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Evaluation reports Reports from United Nations Children's Fund 	
<p>Project objectives (six-year investment)</p> <p>Communities and organizations of the project area develop capacity to participate in local social and economic development processes, expand their productive and employment opportunities, and increase their incomes, while enhancing the sustainability of natural resources.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Estimated 35 525 rural poor (indigenous and non-indigenous) (of which 51% are women) participate in project actions and investments Organized rural poor communities trigger off a participative, community-centred, self-managed rural development process in 57 micro-watersheds, based on specific master plans for production and conservation (MPPCs) 70% of beneficiaries represented in corresponding (local-, municipal-, state-level) decision-making councils; these bodies are thus strengthened as expected in practice under the law governing sustainable rural development 80% of targeted beneficiaries become aware of environmental degradation problems and adopt adequate practices and technologies for proper management and use of natural resources At least 100 microenterprises (farm production-related and otherwise) consolidate competitive and sustainable business activities, of which 30% are managed by women and 30% by indigenous entrepreneurs At least 3000 families of microentrepreneurs make sustainable increases in income; of these, 30% are indigenous families 20 nature-based tourism microenterprises operate services and offer products in a competitive and sustainable business manner. At least 30% of these operations are run by indigenous communities/entrepreneurs 60% of microenterprises in operation gain access to financing Rural women's participation increases by 25%, i.e. organization membership, decision-making in community affairs, access to services and financial resources CONAFOR improves its operational, coordination and resource allocation ability (i.e. human, material, technical) in project execution and related activities No. of households that improve their food security (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Mid-term and final evaluation reports Regular M&E reports Comparative studies and census data Sectoral policy evaluation reports from the performance-based allocation system (PBAS) 	<ul style="list-style-type: none"> Resources from federal and state programmes are properly budgeted and allocated/ channelled in timely manner

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Output 1: Natural resources rehabilitation and conservation</p> <ul style="list-style-type: none"> The beneficiary rural populations of selected micro-watersheds take on project's improved processes and technologies, applying adequate systems for sustainable production and for the proper rehabilitation and conservation of natural resources 	<ul style="list-style-type: none"> At least 57 MPPCs are formulated/reviewed, implemented and monitored, of which 19 (i.e. one for each municipality) are participatory model showcases of integral rural development The beneficiaries of 57 micro-watersheds implement actions and investments for rehabilitation of natural resources, production and rural development At least three natural-resource conservation/ production technological packages are designed and applied in each model micro-watershed 13 000 beneficiaries and 50 technicians (men and women) are trained in themes related to rehabilitation, conservation and rational use of natural resources No. of environmental service payment projects in execution Fifty-seven nursery-level and elementary schools implement environmental education pilot programmes No. of households with legal long-term tenure of land, water and other natural resources (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> Master plan documents (MPPCs) Baseline study Evaluation reports Regular reports from the project's M&E system Social audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> The rural population and public and private institutions become aware that integral and perennial development can happen only if natural resources are managed in a rational manner
<p>Output 2: Strengthening of local development capability</p> <ul style="list-style-type: none"> The beneficiary rural populations and participating local-, municipal-, and state-level agents strengthen their participation, decision-making and managerial capacities, triggering off an integral community-centred and self-managed development process. 	<ul style="list-style-type: none"> Ninety-six communities become organized and define priorities of key projects, starting with participatory and gender-sensitive formulation or updating of 57 MPPCs Six-hundred organizations improve their management and decision-making capacities, as related to the integral development of their micro-regions 48% of beneficiaries receive training in organizational management and decision-making Around 220 local, municipal and state development agents take part in management and participatory method-related training; of these, 30% are women 100% of the municipal councils for sustainable rural development participate in training activities, and coordinate project-related activities in their own municipalities No. of organized groups operative/functioning, by type (RIMS indicator) Number of women in management committees (RIMS indicator). 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Evaluation reports Regular reports from the project's M&E system Social audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> Municipal and federal governments assign the required resources to maintain the operations of the local development agents
<p>Output 3: Rural microenterprise development</p> <ul style="list-style-type: none"> Organized beneficiaries develop and strengthen their entrepreneurial capacities, establishing and operating competitive and sustainable rural microenterprises (agricultural and otherwise). 	<ul style="list-style-type: none"> Five-hundred rural microenterprises (agricultural and non-agricultural) formulate and implement business plans linked to markets. At least 60% are new enterprises Close to 1 800 poor rural families participate in the development of rural microenterprises, of which 30% involve rural women and 30% indigenous entrepreneurs Approximately 500 beneficiary leaders (men and women) participate in training in microenterprise development and management By the end of PY1, a system of market information/market access and enterprise management services is implemented for rural and nature-based tourism microenterprises At least one local microfinancing entity agrees to provide rural financial services to project-related microentrepreneurs Two-hundred operational enterprises set up by the third year (RIMS indicator) No. of jobs created by small enterprises (RIMS indicator) 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Evaluation reports Business plan documents Regular reports from the project's M&E system Social audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> The private sector links its activities to the commercial processes resulting from project-induced microenterprise activity

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Output 4: Development of nature-based tourism microenterprises</p> <ul style="list-style-type: none"> Organized communities holding tourism-related assets (natural landscape, archaeological sites, etc.) capitalize on these natural, historical and cultural resources by establishing nature-based tourism microenterprises. 	<ul style="list-style-type: none"> At least 20 nature-based (NB) tourism microenterprises created in the four states, of which 30% by women and 30% by indigenous communities/ entrepreneurs One pilot NB project established/consolidated in each state 1 000 beneficiaries participate in NB training programmes, involving at least 30% women and 30% participants from indigenous communities One business opportunities system is implemented in each participating state 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Tourism-attraction inventory Tourism development plans Evaluation reports Regular M&E system reports Social audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> Macroeconomic and social stability
<p>Output 5: Institutional strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> CONAFOR and its partner institutions and organizations (public and private) strengthen their technical and operational structures and capabilities to act in a coordinated manner in rural development. 	<ul style="list-style-type: none"> Approx. 300 management and technical staff from CONAFOR and its project-partner entities are trained in various rural development themes, i.e. gender, rural business management, M&E, etc. At least ten entities (partners of CONAFOR) and 19 municipalities reach agreement on joint investments and action as relevant to project objectives By end-PY2, CONAFOR improves its inter-institutional coordination and M&E mechanisms At least ten seminars and public policy dialogue workshops for rural development and poverty reduction are organized with the participation of government, civil society, the private sector and beneficiaries. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study Evaluation reports Regular M&E system reports 	<ul style="list-style-type: none"> CONAFOR implements organizational changes to adapt its normal operations to new project requirements

Activities		
<p>Natural resources rehabilitation and conservation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selection and training of specialized and operational technical staff • Coordination of actions and investments of state and municipal governments with other public and private entities • Training and awareness-raising among the target population • Formulation/review and implementation follow-up of 57 MPPCs • Field (micro-watershed) investments in improved management and rehabilitation/conservation of natural resources: <ul style="list-style-type: none"> - Rehabilitation, conservation and increased sustainable production (basic and integral projects) - Natural resource management-related works: reforestation, terrace construction, forestry nurseries, etc. - Field demonstration modules (soil management, field working days, etc.) • Practical training for beneficiary producers in model farms and exchanges of experience among technical staff and community beneficiaries • Formation of community promoters for improved natural resources management • Environmental training in local schools • Environmental-service valuation and payment-scheme development and promotion, i.e. carbon sequestration, water valuation and supply, nature-based tourism and landscape services, etc. <p>Strengthening of local development capability <u>Community organization for local development</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Organization and training of interdisciplinary development promotion team • Pre-identification of municipalities and selection of communities • Community promotion and sensitization (rural communication campaigns; Spanish and indigenous languages) • Formulation of community diagnostics and updating of MPPCs • Strengthening of organizations and communities: <ul style="list-style-type: none"> - capability diagnostic and strengthening of groups and organizations - participatory formulation of projects - channelling for financing and participatory management of projects - formation of second-level organizations <ul style="list-style-type: none"> • Formulation and follow-up of projects • Experience systematization, dissemination and exchange 	<p>Rural microenterprise development</p> <ul style="list-style-type: none"> • Access to markets and business management services <ul style="list-style-type: none"> - Training of business executives, technicians and beneficiaries: training courses; scholarships to leaders; workshops - Support to market access: formulation of business opportunities system; commercial promotion; studies; participation in commercial fairs and business round tables - Initial capitalization fund • Formulation of business plans: rural microenterprises and nature-based tourism: (i) formulation of business plans; (ii) support to business plan implementation; (iii) specialized technical assistance (follow-up and continued business coaching) • Support for access to existing financing sources and programmes: (i) facilitation of access to financial services; (ii) formation and reconstitution of rural microfinance services • Support to the strengthening of microfinance systems <p>Nature-based tourism microenterprise development</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification of potential tourism zones, key attractions and sites (landscapes, archaeological and ecological sites, etc.) and of ongoing community-based projects <ul style="list-style-type: none"> - inventory of potential tourism zones/sites by type (rural, ecological, adventure, etc.) - valuation and categorization of zones/ sites and existing infrastructure and facilities - valuation of agro-biodiversity resources with potential for attracting tourism • Community awareness on potential benefits of nature-based tourism • Inter-institutional agreements with sectoral entities, the private sector and municipal and state governments • Support for development of nature-based tourism microenterprises <ul style="list-style-type: none"> - selection of projects and business leaders - design and implementation of new microenterprises - review and support to existing projects/ microenterprises • Training for technical staff, business leaders and community beneficiaries • Implementation of quality assurance and management programmes 	<p>Institutional strengthening</p> <ul style="list-style-type: none"> • Workshops and seminars for political dialogue: government-civil society • CONAFOR institutional strengthening <ul style="list-style-type: none"> - training of technical staff on key rural development themes - seminars and workshops on mechanisms and tools for inter-institutional coordination - specialized consultancies, national and international • Development of strategies and instruments for sectoral and inter-institutional coordination; and among public, private and civil-society entities <p>Gender-related action</p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and application of methodologies for rural women's productive projects • Training and sensitization on gender equity: (i) communities; (ii) CONAFOR; (iii) authorities and institutions participating in the project • Design and dissemination of community- and state-level gender-equity and gender-solidarity materials • Design and implementation of business plans and projects for and with women; investments related to reducing household workloads; artisanal products promotion, etc. • Technical assistance and training • Linkages with Mexican women abroad • State-level promotion of gender solidarity • Design and training for the promotion of community-level microfinance services • Technical assistance and training to enhance competitiveness of rural women's productive projects • Induction of social and private business support to replace current assistance from public and philanthropic institutions

Activities		
<ul style="list-style-type: none"> • Establishment of autonomous local systems for rural communication <p>Training programme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Training of project team: (i) project management; (i) rural development diploma; (iii) intercultural awareness and integral rural development • Workshops for groups, organizations and communities • Participatory community diagnostics; project identification; micro-regional social development and micro-history and native language registry and learning • Strengthening of local organizations and municipal councils of sustainable rural development 	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation of a sectoral business opportunities system 	

Results and Impact Management System								
Project	Impact Indicators	Unit	Benchmark	Mid-term	Completion	Target		
	Households with improvement in household assets ownership index	Number	0			18 000		
	Prevalence of child malnutrition (weight for age)	Percentage	0			-		
Component/Output	Level Indicators	Unit	Period: First Year			Cumulative		
			AWP/B ^a	Actual	% of AWP/B	Appraisal	Actual	% of Appraisal
C1: Rehabilitation and conservation of natural resources	<i>First-level indicators</i>							
	Output 1	Micro-watershed resource management plans enacted	Number			57		
		Number of people accessing technical advisory services facilitated by project	Number			13 000		
		Land improved through soil and water conservation measures	Number/women			3 900		
			Ha.			19 000		
		<i>Second-level indicators</i>						
	Households provided with long-term security of tenure of natural resources, including land and water	Number				18 000		
	Common property resources (under improved management practices)	Ha.				15 000		
C2: Strengthening local development capacity	<i>First-level indicators</i>							
	Output 2	Interest groups formed by type	Number			600		
		Community management groups formed/strengthened	Number			97		
		Number of people belonging to groups, by types of groups	Number			12 000		
		Number of groups with women in leadership positions	Number			150		
		Village/community action plans (CAPs) prepared	Number			96		
		Community projects implemented (by type)	Number			500		
		<i>Second-Level Indicators</i>						
		Groups operational/functional, by type	Number			360		
		CAPs included in local government plans	Number			96		
		Women on management committees	Number			150		
		Projects where new/changed pro-poor legislation or regulations are enforced at the local or national levels	Number			500		

Component/Output	Level Indicators	Unit	Period: First Year			Cumulative		
			AWP/B	Actual	% of AWP/B	Appraisal	Actual	% of Appraisal
C 3: Development of rural microenterprises								
Output 3	<i>First-level indicators</i>							
	Enterprises established/strengthened	Number				500		
	People trained in productive skills	Number				9 000		
	<i>Second-level indicators</i>							
	Enterprises operating after three years	Number				200		
	Jobs generated by small and medium enterprises	Number				3 000		
General	<i>General Indicators</i>							
	Persons receiving project services (direct, total project)	Number				35 525		
	Households with improved food security	Number				18 000		
	Value of gross loan portfolio	USD				25 000 000		

^a Annual workplan and budget.

PROJECT STRATEGY, ACTIONS AND RESULTS

1. The project's strategy and action approach are in line with Mexico's policies for poverty eradication and natural resources management, which offer priority to micro-regional development as a tool for social and economic capitalization of the rural poor. In support of the country's implementation of the national law governing sustainable rural development – which takes the micro-watershed as the basic territorial unit for planning, investment and coordinated development, and the municipality as the decentralized entity for local decision-making – the project will promote the active participation of rural and indigenous communities in microenterprise development and other income- and employment-generation activities. These activities include nature-based tourism as part of the project's support to community-based capitalization, business development and production diversification.
2. Taking the **micro-watershed** as the basic territorial planning unit for rural development – and the strengthening of local capacities as the pivot for community-based development – the project will promote the participatory planning and action of rural and indigenous communities and the articulation of entities with the diverse government institutions dealing with social/economic and natural resources/environmental management at the local, municipal, state and federal levels (political dialogue/policy development) as well as involvement of the private sector and civil society. This action will result from investments and development action implemented at the local level, triggered by micro-watershed master plans for production and conservation MPPCs while targeting differentiated action for diverse target groups is transparently discussed and acted upon.
3. The project's operational strategy aims at obtaining medium- and long-term sustainable management of local rural development in its key environmental, social and economic dimensions. This implies the use of methodologies (derived from best theory and practice) to promote viable economic/financial activities, based on effective and closely supported business plans. This strategy is to be implemented by a decentralized government agency (CONAFOR) that will both execute direct field activities and coordinate the participation of other public and private entities, in their concurrent actions and investments at the municipal level.
4. Promotion of nature-based tourism is seen as a key component of a wider production-diversification and capitalization strategy for the communities involved, and one that will 'add value' to – and generate income and employment – from local physical assets, i.e. historical, archaeological and cultural sites, landscape, etc. The overall strategy will be applied within a gender perspective and with due respect for ethnic, cultural and social diversity in a context of intercultural dialogue that seeks the integration of rural and indigenous communities into the country's social and economic mainstreams.
5. The following action and results matrix is based on IFAD's Strategic Framework 2002-2004, country strategy for Mexico and the project's operational model.

APPENDIX IV

Action and Results Matrix

Project Components	IFAD Strategic Framework 2002-2006			Outputs
	Human and Social Assets	Productive Assets and Technology	Financial Assets and Markets	
Rehabilitation and conservation of natural resources	Environmental and natural resource conservation awareness	Environmentally-sustainable production and knowledge. Improved value of land and assets	Access to payments for environmental services	Improved productive capacity of land and natural-resource assets. Better living conditions. Sustainable development.
Strengthening of local development capabilities	Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations to participate in the planning of local development	Improved access to agricultural and non-agricultural production-related training	Improved access to Government's social investment programmes	Social capitalization Self-reliance
Development of rural and nature-based tourism microenterprises	Strengthening the income-generating capacity of the poor.	Access to local, rural technical agricultural and non-agricultural support services, productive investments and markets	Access to rural marketing support and financial services. Improved access to Government's productive investment programmes and financial services	Improved income. Better living conditions. Economic capitalization.
Institutional strengthening	Strengthening the capacity of CONAFOR and project-related entities to apply local planning processes			Political dialogue. Development of policies for local development and poverty reduction.
Gender perspective and rural women's participation (transversal action)	Strengthening rural women's decision-making capacity and participation	Access to technical support and development of innovative/specialized methodologies for 'rural women's productive activity support'	Access to integral financial services and advanced commercialization systems	Gender awareness in society. Women's social and economic capitalization.

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

